

# L'attaque contre l'État-providence au nom de l'État-providence

José Casimiro

Le débat sur l'État-providence et le modèle social européen s'est intensifié au cours des dernières années. Ce phénomène est d'une importance capitale non seulement pour les travailleurs et les citoyens européens mais aussi pour le rôle que l'Europe doit jouer dans le monde.

Après la seconde guerre mondiale, un contrat social s'appuyant sur les quatre valeurs fondamentales suivantes a été établi :

- le droit à un travail durant toute l'existence active et reposant sur le plein emploi ;
- l'éradication de la pauvreté grâce à l'octroi d'un revenu minimum et d'une aide publique visant à empêcher l'exclusion sociale ;
- la protection contre les risques sociaux ;
- la promotion de l'égalité des chances par le biais d'investissements publics dans les soins de santé, dans l'éducation, les transports, la culture, les loisirs, etc.

La destruction de cet héritage pose des problèmes nouveaux à ceux qui se battent pour une amélioration effective des droits civils et des conditions sociales. Toute lutte ayant pour but la défense et l'amélioration des systèmes de sécurité sociale en Europe est donc une réelle contribution à la création d'un nouvel ordre social et économique mondial plus digne, plus juste et plus humain.

Le système public d'aide sociale, universel et solidaire, est la cible d'une grande offensive découlant de l'intense mondialisation capitaliste, des transformations des conditions de travail et de la division internationale du travail, de la concurrence mondiale et de la déréglementation générale en matière sociale et dans le domaine du travail. Les pressions en faveur d'un « État minimal » et de « droits minimaux » sont en train de modeler l'avenir du modèle d'aide sociale.

Au Portugal, les signes de l'opulence capitaliste la plus avancée côtoient ceux d'un vrai sous-développement économique et social. En matière sociale, le Portugal pourrait tirer un grand parti de sa participation à une Union européenne résistant à la fois à la brutalité des politiques néolibérales et à une économie dépendante des transactions financières internationales spéculatives. Mais cela ne serait possible qu'avec une Europe parvenant à un compromis et intégrant dans son devenir le meilleure de ses conquêtes civiles passées.

On estime généralement que le système d'aide sociale portugais n'en est encore qu'à ses débuts par rapport à celui d'autres pays européens. Ceci est confirmé par plusieurs indicateurs : le rapport entre les dépenses de protection sociale et le PIB au Portugal se situe nettement en dessous de la moyenne européenne ; de même, la part des retraites et des autres prestations sociales dans le PIB est inférieure à celle de la plupart des pays européens.

Le système d'aide sociale du Portugal est très récent (ce n'est qu'en 1975 que les indemnités de chômage ont été instaurées). Il s'est en effet construit au cours des 30 dernières années (seulement après la révolution de 1974). Étant donné le faible niveau d'industrialisation du pays, seuls quelques processus d'urbanisation et de prolétarianisation ont eu lieu avant 1960, et uniquement de façon localisée.

Avant 1974, les organisations syndicales étaient sévèrement réprimées et les partis politiques déclarés illégaux ; à l'inverse, les capitalistes étaient organisés en structures corporatives selon un modèle semblable à celui d'un régime dictatorial, ce qui a permis à quelques familles de prendre le contrôle de l'économie portugaise. Au cours des deux années qui ont suivi la Révolution, les majorités de gauche ont donné une légitimité politique et sociale aux syndicats, garanti le droit des travailleurs à être représentés et jeté les bases de l'État-providence.

La constitution portugaise a reconnu ces acquis sociaux et les conquêtes syndicales, et certains secteurs stratégiques de l'économie ont été nationalisés. La privatisation de ces entreprises et d'autres a commencé dans les années 1980. Elle se poursuit de nos jours et concerne aussi les secteurs de la santé et de l'éducation. Elle profite aux vieilles familles qui contrôlaient l'économie avant 1974.

Les conquêtes populaires accomplies après la Révolution d'avril ont été interrompues par l'émergence d'un nouvel équilibre entre les forces politiques à l'issue des élections de 1976 favorables à deux partis (le Parti socialiste et le Parti social-démocrate) qui ont conservé leur hégémonie jusqu'à aujourd'hui (malgré leurs noms, ces deux partis sont d'orientation néolibérale).

Au début des années 1980, le Parti communiste (PCP), avec ses 41 députés, et l'Union démocratique populaire (UDP), avec 1 député, constituaient les forces anticapitalistes représentées au Parlement qui compte 250 députés. Aujourd'hui, le PCP conserve 14 députés et l'UDP a rejoint le Bloc des gauches (BE, Bloco de Esquerda) qui dispose de 8 députés. Ensemble, ces deux forces anticapitalistes représentent 10 % du Parlement, ce qui n'est pas suffisant pour endiguer la vague libérale à grande échelle actuellement promue par les deux plus grands partis politiques du Portugal.

Le système actuel reproduit une structure sociale extrêmement inéquitable (le Portugal est le pays de l'Union européenne où les inégalités sociales sont les plus profondes) et impose des conditions misérables au peuple : sur les 2,7 millions de personnes qui dépendent de prestations

sociales, 2 millions vivent au-dessous du seuil de pauvreté (moins de 366 € par mois). Les évolutions récentes du système de sécurité sociale portugais, promues par le Parti socialiste au pouvoir, ne répondent pas à ce problème. Bien au contraire, certaines mesures (telles qu'un nouveau « facteur de pérennité » ou la baisse de l'« impôt de substitution ») ont été mises en place pour réduire le montant des retraites et augmenter l'âge du départ à la retraite : il faut maintenant travailler plus et plus longtemps pour toucher moins.

Ces mesures ont été promulguées alors que le budget de la sécurité sociale indique que la pérennité du système n'est pas en jeu, tout du moins à court terme, étant donné les résultats invariablement positifs obtenus au cours des dernières années : 784 millions d'euros en 2005, 706 millions d'euros en 2006 et 1,148 milliards d'euros en 2007.

Les allocations chômage et les prestations non soumises à impôt ne peuvent assurer la moindre émancipation par rapport au marché du travail : il n'y a aucun recul de la « marchandisation » du travail lorsque des prestations ne concernent que 50 % de la population en question, avec des revenus au-dessous du seuil de pauvreté.

Avec la concurrence mondiale, l'industrialisation portugaise qui repose sur des coûts de main d'œuvre peu élevés se trouve confrontée à de nouveaux problèmes : les entreprises étrangères délocalisent, le chômage augmente, la précarité de l'emploi s'accroît, les relations économiques et du travail deviennent de plus en plus informelles. La nouvelle orientation européenne établie par la « stratégie de Lisbonne » apporte sa caution à l'accélération des processus de privatisation au sein de l'Union européenne et encourage donc la destruction du fragile système d'aide sociale du Portugal.

Cette dégradation de la protection sociale survient à un moment où il existe une tendance à une précarité croissante des relations du travail (2,1 millions de personnes, sur une population active totale de 5,5 millions, ont des conditions de travail précaires) et à un manque de négociations relatives aux conventions collectives, ce qui aggrave les conditions sociales de la classe ouvrière portugaise.

Au Portugal, où il est facile « d'embaucher et de licencier » (quoi qu'en dise le gouvernement) et où la protection sociale et la représentation syndicale institutionnelle se caractérisent par leur faiblesse, la fin des négociations collectives a entraîné une réduction de l'influence des syndicats. L'imposition des principes de la « flexisécurité » sur le marché du travail aura des conséquences dramatiques sur les conditions de travail et de vie des travailleurs portugais.

Lors des processus de concertation sociale, la révision du droit du travail et les réformes de la sécurité sociale ont fait l'objet d'un accord entre le gouvernement, les patrons et l'une des structures syndicales (l'Union générale des travailleurs – UGT – proche du Parti socialiste, du Parti social-démocrate et du Parti populaire), accord en opposition avec les positions défendues par la Confédération générale des travailleurs

(CGTP-IN) liée, elle, aux forces anticapitalistes et fortement influencée par le Parti communiste.

18 à 20% des travailleurs portugais sont syndiqués et ils se répartissent principalement entre les deux plus grandes organisations (CGTP-IN et UGT). À l'heure actuelle, de nouveaux mouvements sociaux voient le jour pour lutter contre le chômage, la précarité du travail ou les politiques d'immigration restrictives et sécuritaires.

Garantir et renforcer la pérennité du budget de la sécurité sociale est une question fondamentale. Au cours des dernières décennies, la société portugaise a subi de grandes transformations structurelles : changements démographiques, jeunes à qui il faut de plus en plus de temps pour rentrer sur le marché du travail et, pour beaucoup, perte d'emploi prématurée à cause des délocalisations, de l'effondrement des secteurs industriels traditionnels ou de la restructuration de l'économie portugaise.

La société portugaise est en train de changer et nous cherchons une nouvelle approche permettant de garantir les droits sociaux et la pérennité du système d'aide sociale. Pour faire face aux défis actuels, le système d'aide sociale devrait être axé sur les droits de citoyenneté et rechercher de nouvelles sources de financement. La méthode actuelle de calcul des contributions au système social a été élaborée dans un contexte d'organisation industrielle nécessitant une main d'œuvre importante. Désormais, avec l'évolution technologique rapide et la mondialisation croissante des activités, les industries à forte intensité de main d'œuvre perdent de leur importance du fait de l'émergence de processus de travail reposant sur le capital et l'information. Les secteurs qui appliquent ces processus ne contribuent pas comme ils le devraient au financement du système de sécurité sociale.

Le Bloc des gauches a présenté au Parlement des propositions visant à affronter ces changements de la société portugaise, parmi lesquelles le concept d'une protection sociale reposant sur la citoyenneté et financée par des fonds provenant du travail et par des contributions du capital. Voici quelques exemples des mesures proposées :

- adaptation aux changements technologiques au niveau de l'entreprise par un calcul des contributions non plus en fonction des salaires (ce qui pénalise les entreprises à forte main d'œuvre) mais en fonction de la valeur ajoutée par chaque société ;
- création d'un fonds de solidarité alimenté par des contributions prélevées sur les grandes fortunes et sur les transactions de capital sur le marché boursier.

Ces propositions sont destinées à assurer une couverture durable des risques sociaux et à parvenir à des niveaux décents de retraite tout en mobilisant la société portugaise et en respectant les droits de citoyenneté fondamentaux. Le système d'aide sociale portugais est plus loin de sa finalité qu'aucun autre système d'aide sociale en Europe, et sa réforme implique non seulement une mobilisation populaire visant à défendre les droits sociaux acquis mais aussi une lutte pour l'obtention de nouveaux droits de citoyenneté.